

Santé, médecine, hygiène, établissements dangereux, incommodes ou insalubres

Note. Cette partie du code comprend des mesures nombreuses et très variées. De ce fait, leur présentation par ordre chronologique apparaît comme la plus commode.

Ordonnance — n° 27bis/Hyg. — 15 mars 1933	810
Décret — 19 mars 1952	816
Ordonnance — n° 71/81 — 19 février 1958	819
Ordonnance — n° 74/213 — 22 juin 1954	820
Ordonnance ministérielle — n° 750/077 — 27 mars 1989	820
Ordonnance ministérielle — n° 750/078 — 27 mars 1989	820
Décret — n° 100/026 — 28 mars 1992	821
Ordonnance ministérielle — n° 750/201 — 18 avril 1992	821
Ordonnance ministérielle — n° 630/186 — 22 mars 1999	822
Ordonnance ministérielle — n° 630/238/001 — 16 avril 1999	822
Décret — n° 100/044 — 28 avril 1999	822
Ordonnance — n° 630/585 — 3 août 2000	823
Ordonnance ministérielle — n° 630/601/2000 — 9 août 2000	824
Ordonnance ministérielle — n° 630/617 — 21 août 2000	825
Décret — n° 100/032 — 1 mars 2002	826
Ordonnance ministérielle — n° 630/603 — 5 août 2002	827
Ordonnance ministérielle — n° 630/530/445 — 2 avril 2003	828
Ordonnance ministérielle — n° 226.01/CAB/786 — 16 mai 2003	829
Loi — n° 1/01 — 18 janvier 2005	829
Loi — n° 1/018 — 12 mai 2005	830
Décret — n° 100/136 — 16 juin 2006	832

15 mars 1933. – ORDONNANCE n° 27bis/Hyg. – Pharmacie. – Exercice. – Substances toxiques, soporifiques, stupéfiantes, antiseptiques, etc. – Plantes à usage pharmaceutique. – Trafic.

(B.A., p. 154)

Rendue exécutoire au Burundi par O.R.U. n° 41/Hyg. Du 13 mai 1933 (B.O.R.U., p. 75).

Ces dispositions ont été modifiées par:

- O. n° 256/Hyg. du 7 juin 1941, applicable au R.-U. (B.A., p. 1007);
- O. n° 255/Hyg. du 3 septembre 1946 (B.A., p. 1486), rendue exécutoire par O.R.U. n° 59/Hyg. du 9 novembre 1946 (B.O.R.U., p. 138);
- O. n° 168/Hyg. du 29 mai 1947, applicable au R.-U. (B.A., p. 1147);
- O. n° 72/443 du 23 décembre 1948 (B.A., 1949, p. 57), rendue exécutoire par O.R.U. n° 72/20 du 10 février 1949 (B.O.R.U., p. 264);
- O. n° 72/270 du 7 septembre 1951 (B.A., p. 1958), rendue exécutoire par O.R.U. n° 72/53 du 8 avril 1952 (B.O.R.U., p. 198);
- O. n° 72/7 du 2 janvier 1958 (B.A., p. 113), rendue exécutoire par O.R.U. n° 772/144 du 13 juin 1958 (B.O.R.U., p. 565);
- O. n° 72/35 du 20 janvier 1958 (B.A., p. 218), rendue exécutoire par O.R.U. n° 772/68 du 22 mars 1958 (B.O.R.U., p. 300);
- O.R.U. n° 772/231 du 21 octobre 1958 (B.O.R.U., p. 968);
- O. n° 72/449 du 28 octobre 1958 (B.A., p. 2076), rendue exécutoire par O.R.U. n° 772/50 du 6 février 1960 (B.O.R.U., p. 288);
- O. n° 72/85 du 14 février 1959 (B.A., p. 578), rendue exécutoire par O.R.U. n° 772/63 du 3 avril 1959 (B.O.R.U., p. 322) et par O.R.U. n° 772/49 du 6 février 1960 (B.O.R.U., p. 287).

CHAPITRE PREMIER

EXERCICE DE LA PHARMACIE

Article 1

Le pharmacien doit habiter la localité où il exploite son office. Nul ne peut exploiter plusieurs pharmacies à la fois.

Le local où est installée la pharmacie portera une enseigne sur laquelle sera inscrit, en caractères apparents, le nom du pharmacien.

Tous les produits délivrés seront revêtus d'une étiquette portant le nom du pharmacien et la localité.

Les médicaments destinés à l'usage externe seront délivrés dans les fioles octogonales, de couleur brune, munies d'une étiquette portant la mention «Usage externe» imprimée sur fond rouge. Le pharmacien titulaire est seul responsable des produits débités dans son officine.

(Ord. du 7 septembre 1951, art. 1^{er}). — «Aucune officine ne pourra être ouverte au public, sans une inspection préalable de l'autorité compétente, désignée à l'article 62, approuvant sa conformité à la législation en vigueur.»

Article 2

(Ord. n° 72/85 du 14 février 1959, art. 1^{er}). — «La vente, la cession ou la délivrance de vins et spiritueux non médicinaux sont interdites dans les pharmacies. Toutefois, la vente, la cession ou la délivrance sans prescription médicale de vins et d'elixirs médicamenteux, restent régies par la législation relative au régime des boissons alcooliques.»

(Ord. du 7 septembre 1951, art. 2). — «Il ne peut être fait, dans ces officines, aucune vente en dehors de celle des médicaments.»

Le commerce de la droguerie ne sera autorisé dans les pharmacies qu'à condition qu'il y soit réservé des locaux distincts. Ces locaux pourront communiquer par une porte intérieure.

Article 3

Les pharmaciens ne peuvent exécuter que les prescriptions suivantes:

- a) celles des médecins;
- b) les copies des prescriptions certifiées conformes par un autre pharmacien;
- c) les prescriptions des dentistes lorsqu'elles concernent les anesthésiques locaux et les préparations à usage externe en rapport avec l'exercice de leur art;
- d) les prescriptions d'accoucheuses dans le cas d'extrême urgence et lorsque mention de l'urgence sera faite sur la formule;
- e) les prescriptions des médecins vétérinaires ayant trait à la médecine des animaux.

Toute prescription doit porter de façon lisible, le nom et l'adresse de l'auteur.

Lorsqu'une prescription n'est pas régulièrement formulée, le pharmacien ne l'exécutera qu'après avoir consulté le médecin. S'il ne peut être renseigné avant l'exécution de la préparation, il réduira les doses de façon à les adapter aux doses maxima fixées par la pharmacopée ou ouvrage scientifique similaire et avertira le médecin.

Les pharmaciens sont autorisés à délivrer sans prescription médicale:

- a) (Ord. du 14 février 1959, art. 2). — «à toute personne, tous les médicaments simples ou d'usage courant;»
- b) au personnel de l'assistance médicale indigène bénévole, les produits spécifiés sur les listes de médicaments mis à leur disposition par le gouvernement;
- c) aux firmes industrielles, commerciales agricoles, aux directeurs d'école, aux capitaines de bateaux, aux supérieurs des missions religieuses, les produits prévus ou à prévoir dans la composition des boîtes de secours imposées par les divers règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

La vente, la cession ou la délivrance ne peuvent se faire que sur demande formelle du client et ne peuvent en aucun cas revêtir le caractère d'une consultation médicale.

La vente, cession et délivrance des aphrodisiaques, des abortifs et des produits réputés tels ne peuvent se faire que sur prescription médicale.

A l'exception des produits figurant sur les listes *assistance médicale indigène* bénévole et sur les listes des boîtes de secours, la vente, cession ou délivrance en nature sans prescription médicale de produits médicamenteux sont soumises aux prescriptions de la pharmacopée belge, édition IV.

Leur délivrance sous forme de médicaments composés, sans prescription médicale, ne peut se faire qu'en s'entourant de toutes les précautions nécessaires pour mettre le public à l'abri de tout danger.

Les prescriptions relatives à la conservation et à la délivrance des toxiques sont applicables par analogie aux médicaments toxiques qui ne figurent pas dans la pharmacopée.

Article 4

Tout pharmacien doit tenir un registre dans lequel il inscrit les ordonnances exécutées dans son officine. Les originaux et registres devront être conservés pendant dix ans.

Il est interdit aux pharmaciens de se dessaisir des originaux et de les communiquer à une personne quelconque sans y être requis par le parquet, sauf aux fonctionnaires chargés de l'inspection des pharmacies.

Il ne peut en délivrer copie certifiée conforme qu'à la personne qui lui a confié l'exécution de la préparation.

Article 5

Les marchés à forfait pour la délivrance des médicaments sont interdits.

Article 6

(Ord. du 20 janvier 1958). — «La pharmacopée qui est suivie au [Congo belge] est la pharmacopée belge, édition IV et ses suppléments.

La pharmacopée sera appliquée tant pour les caractéristiques d'identité, de pureté et de composition des médicaments que pour les conditions de délivrance et de conservation des produits pharmaceutiques.

Pour les produits non inscrits à la pharmacopée belge, édition IV et ses suppléments, l'étiquette portant la dénomination du produit indiquera la pharmacopée à laquelle on s'est référé pour la dénomination.

Pour les produits de fabrication locale, le *gouverneur général* pourra accorder certaines dérogations à la pharmacopée belge, édition IV et ses suppléments et, dans ce cas, fixera les normes de conformité auxquelles devront se référer ces produits et la période durant laquelle ces dérogations seront autorisées.»

Article 7

La vente de médicaments altérés, falsifiés ou corrompus est interdite.

Les fonctionnaires chargés de l'inspection des pharmacies pourront empêcher la vente des produits qui leur paraîtraient suspects. Dans ce cas, le récipient les contenant sera mis sous scellés jusqu'au moment où l'analyse aura établi que le produit est conforme aux conditions normales de la vente.

Article 8

Les mesures et poids employés seront ceux du système métrique.

Article 9

La délivrance, la cession ou la vente de médicaments et de spécialités pharmaceutiques ne peuvent avoir lieu que par les pharmaciens, sauf les exceptions prévues aux articles 10 à 15 inclus.

Sont admises à l'importation et à la vente les spécialités dont les récipients seront revêtus d'une étiquette renseignant en texte clair, à l'exclusion de toute formule, la composition qualitative et le dosage exact de chaque composant.

Sont également admises à l'importation, les spécialités pharmaceutiques immatriculées en Belgique à la réglementation Codex ou à la réglementation pharmaceutique belge et munies du timbre constatant cette immatriculation.

La vente ou la cession des spécialités est régie par les prescriptions de la pharmacopée.

Le médecin en chef, après avoir pris avis du pharmacien en chef, pourra dans chaque cas spécial interdire l'importation des spécialités qui, tout en remplissant ces conditions, seraient de nature à nuire à la santé publique, ou qui n'auraient pas l'efficacité indiquée soit sur l'étiquette, soit dans la publicité.

Article 10

Les docteurs en médecine et, pour ce qui concerne leur art, les médecins vétérinaires, pourront, nonobstant l'absence du diplôme de pharmacien ou du diplôme équivalent et à condition de ne pas le faire habituellement dans un but de lucre, détenir et céder, même à titre onéreux, toute espèce de drogues ou de produits pharmaceutiques, s'il n'existe pas de pharmacien diplômé tenant officine ouverte au public, dans un rayon de 10 kilomètres.

Si leur installation dans la localité est antérieure à celle du pharmacien, ils continueront à jouir de cette prérogative mais ils ne seront plus autorisés à délivrer les drogues et produits pharmaceutiques qu'aux malades soignés par eux et ce, tant qu'ils résideront dans la même localité.

Article 11

Toute importation de médicaments au *Congo belge* est soumise à la délivrance d'une autorisation d'importation pour quelque produit que ce soit.

L'autorisation d'importation sera accordée:

1° sans limite, aux pharmaciens, aux médecins et aux médecins vétérinaires se trouvant dans les conditions déterminées à l'article 10 de la présente ordonnance;

2° (Ord. du 14 février 1959, art. 3). — «aux personnes qui s'occupent de l'assistance médicale bénévole, aux firmes industrielles, commerciales et agricoles, aux directeurs d'école, aux supérieurs des missions religieuses, aux capitaines de bateau, pour les produits nécessaires à l'administration des soins d'usage courant à

leur personnel, élèves ou passagers. Cette autorisation ne sera accordée que pour les produits spécifiés sur les listes d'équipement mis à la disposition des membres de l'assistance médicale bénévole par le gouvernement ou prévus, ou à prévoir, dans la composition des boîtes de secours imposées par les divers règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs;

3° à toute personne, pour autant qu'il s'agisse de produits d'usage courant, pouvant être délivrés sans ordonnance médicale et dont les quantités ne dépassent pas celles de la consommation strictement personnelle.»

Article 12

(Ord. du 14 février 1959, art. 4). — «Les personnes qui s'occupent de l'assistance médicale bénévole, les firmes industrielles, commerciales et agricoles, les directeurs d'école, les supérieurs de missions religieuses, les capitaines de bateau, les agents sanitaires, infirmières, infirmiers et assistants médicaux peuvent détenir, utiliser et céder des drogues et médicaments prévus sur les listes dont mention est faite à l'article précédent.»

Article 13

Les autorisations d'importation dont question à l'article 11 pourront être valablement délivrées par les fonctionnaires ci-après dénommés:

le médecin en chef ou son délégué, le pharmacien en chef, pour tout le territoire de la Colonie.

Une copie de toute demande d'autorisation d'importation, qu'elle soit accordée ou refusée, sera adressée dans le délai d'un mois à la direction du service de l'hygiène.

Pour la médecine vétérinaire, les autorisations d'importation pour produits médicamenteux, à l'exclusion de tout produit stupéfiant pourront être accordées par un vétérinaire du gouvernement.

Une copie des autorisations accordées, [tant à Bruxelles qu'à la Colonie,] sera envoyée chaque fois pour information à la direction du service de l'hygiène.

Les médicaments arrivant à la Colonie sans être couverts par une des autorisations prévues ci-dessus, seront déposés dans un entrepôt public de la douane du port ou de l'endroit d'importation en attendant la production de l'autorisation. Ils seront soumis aux droits de magasin et à la taxe d'entreposage d'office, fixés par les règlements sur les entrepôts publics.

Article 14

En cas de rentrée inopinée [en Europe] pour maladie ou en congé, en cas de décès du titulaire d'une pharmacie, le gouverneur général ou le gouverneur de province, pourra permettre le fonctionnement d'une pharmacie ouverte au public sous la direction d'un aide [...] ou stagiaire en pharmacie, à condition que celui-ci fasse partie du personnel de l'officine depuis six mois au moins et que la durée de ce remplacement ne dépasse pas six mois.

Le gouverneur général ou le gouverneur de province pourra, dans ce cas, prescrire que ladite pharmacie fonctionnera sous la surveillance scientifique d'un pharmacien ou d'un médecin du gouvernement. Celui-ci recevra, dans ce cas, une rétribution qui sera payée par le propriétaire de l'officine et dont l'importance sera fixée par le gouverneur de province.

Article 15

Même dans les localités où existe une pharmacie ouverte au public, le médecin attaché au service d'une entreprise privée pourra procurer les médicaments nécessaires au personnel de cette entreprise.

Article 16

La vente en gros et la fabrication des médicaments ne sont permises qu'aux pharmacies autorisées à pratiquer dans la Colonie et aux personnes munies d'une autorisation spéciale du gouverneur général.

La vente en gros et la fabrication de produits médicamenteux composés ne pourront se faire que sous la garantie d'un pharmacien installé dans la Colonie et sous sa responsabilité.

Dans chaque cas, l'autorisation renseignera nettement de quels produits il s'agit et l'acception qui doit être donnée au mot «gros».

CHAPITRE II

DES SUBSTANCES TOXIQUES ET VÉNÉNEUSES

Article 17

Tombent sous l'application des dispositions des chapitres II, III, VI et VII de la présente ordonnance toutes les substances toxiques, notamment celles qui figurent dans la liste des médicaments héroïques de la pharmacopée belge.

§ 1^{er}

Dispositions spéciales aux droguistes et aux commerçants non diplômés

A. Conservation des substances toxiques

Article 18

Les substances toxiques visées à la présente ordonnance seront conservées à part tout spécialement séparées des approvisionnements de produits servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Article 19

Les toxiques seront logés dans des récipients solides, étanches et convenablement fermés, portant en caractères très apparents leur dénomination usuelle, ainsi qu'une étiquette spéciale de couleur rouge avec la mention «Poison» imprimée en caractères noirs et une tête de mort.

Toutefois, les drogues végétales peuvent être conservées dans des sacs bien conditionnés.

Les récipients contenant des acides minéraux, de l'acide acétique glacial, des solutions d'alcalis caustiques ou d'autres liquides corrosifs porteront une étiquette indélébile.

Article 20

Les composés arsenicaux, y compris les couleurs arsenicales, l'acide oxalique et le sel d'oseille, l'acide fluorhydrique, le brome, le phosphore blanc, les cyanures, les composés de mercure, à l'exception du cinabre, le pyrogallol, l'hydroquinone, doivent être conservés dans une armoire ou dans un local exclusivement réservé aux toxiques et fermant à clef.

B. Vente ou débit de substances toxiques

Article 21

Il ne peut être délivré de substance toxique que sur la demande datée et signée d'une personne honorablement connue qui indiquera l'usage auquel le produit est destiné. Il ne peut s'agir de vente au poids médicinal ou pour usage médical.

Article 22

Toute vente ou débit de substance toxique sera inscrit sur un registre ad hoc, dont les pages auront été préalablement numérotées. Les inscriptions y seront faites de suite, sans blanc ni surcharge; elles mentionneront la date de la vente ou du débit, la nature et la quantité des substances vendues ou débitées, l'usage auquel elles sont destinées, ainsi que les noms, prénoms, profession et domicile des acheteurs.

Les vendeurs conserveront pendant dix années consécutives le registre des demandes écrites, convenablement enliassées par ordre de date.

Article 23

Les substances toxiques doivent être délivrées dans des enveloppes ou récipients conditionnés de telle manière que le contenu ne puisse s'échapper.

Ces récipients ou enveloppes porteront une étiquette mentionnant le nom et l'adresse du vendeur et la désignation du contenu, ainsi qu'une étiquette spéciale de couleur rouge avec la mention «Poison» [...] imprimée en caractères noirs, et une tête de mort. Ils ne pourront porter, en plus des étiquettes ci-dessus mentionnées, aucune inscription se rapportant à un autre produit.

Article 24

Les liquides corrosifs ou toxiques délivrés par quantité ne dépassant pas un demi-litre doivent être délivrés dans des flacons octogonaux réguliers en verre jaune-brun.

Article 25

Les couleurs vénéneuses délivrées sous forme de crayons de pâtes ou de tablettes, ou encore dans des tubes fermés, doivent porter l'indication «Poison» [...].

Article 26

(Ord. du 7 septembre 1951, art. 4). — «Les substances toxiques à base de sels minéraux destinées à la destruction des animaux nuisibles ne peuvent être délivrées que mélangées à dix fois au moins leur poids de matières insolubles puis additionnées d'un colorant vert intense.

L'usage comme insecticide ou fongicide de composés arsenicaux solubles est interdit.

(O.R.U. n° 772/231 du 21 octobre 1958). — «Toutefois, sur demande écrite adressée au gouverneur du Rwanda-Urundi, celui-ci pourra autoriser l'usage des composés arsenicaux solubles comme insecticide ou fongicide, dans les limites et conditions qu'il déterminera pour chaque cas en particulier; cette autorisation pourra être révoquée à tout moment.»

L'emploi de gaz toxiques pour la désinsectisation ou dératisation n'est autorisé que lorsque les opérations sont menées sous la direction d'un médecin hygiéniste responsable.

Pour les substances organiques à usage insecticide, rodenticide, fongicide ou herbicide, la teneur en substance active sera mentionnée sur les emballages et prospectus en respectant la nomenclature chimique internationale.

De même, l'étiquette portera d'une façon apparente l'antidote à administrer en cas de symptômes d'intoxication et les précautions à prendre pour l'emploi.

Les produits phytopharmaceutiques et insecticides, de haute toxicité, tels les esters phosphorés, ne pourront être fabriqués, importés à l'état concentré et conditionnés que par les firmes disposant du personnel technique responsable.

Ces produits ne pourront être mis en vente qu'en concentrations déterminées: 2% pour les préparations destinées au poudrage, les émulsions et les solutions, 10% maximum pour les poudres mouillables, et additionnés de 2% de pyridine.»

Article 27

(Ord. du 7 septembre 1951, art. 5). — «La vente des préparations arsenicales pour la destruction des mouches est interdite.

L'importation et la vente des préparations à base de sels de thallium pour la destruction des rongeurs est interdite.

L'importation et la vente des préparations à base de fluoracétate de sodium et de chlorodiméthylaminométhylpyrimidine (castrix) pour la destruction des rongeurs est interdite.»

§ 2**Dispositions spéciales aux pharmaciens ainsi qu'aux médecins autorisés à tenir un dépôt de médicaments****Article 28**

Les pharmaciens ne peuvent délivrer aucune substance toxique qu'en vertu d'une ordonnance écrite dûment signée et datée par un médecin ou un médecin vétérinaire, ou sur demande écrite, signée et datée d'une personne honorablement connue, qui indiquera l'usage auquel la substance est destinée.

Les pharmaciens sont tenus d'inscrire journallement et par ordre de date, au registre d'ordonnances, chaque délivrance de substance toxique, en mentionnant le nom et l'adresse du signataire de l'ordonnance ou de la demande écrite et ceux de la personne à qui le produit est destiné. Ils conserveront pendant dix années consécutives les demandes de toxiques convenablement enlignées par ordre de date.

Article 29

Les pharmaciens ainsi que les médecins autorisés à tenir un dépôt de médicaments sont obligés de garder les substances toxiques dans une armoire exclusivement réservée à cet effet et fermant à clef.

Ils auront soin que les récipients ou enveloppes dans lesquels ces produits seront conservés ou délivrés soient convenablement fermés ou cachetés et portent, sur une étiquette spéciale de couleur rouge, une tête de mort avec la mention «Poison». [...]

CHAPITRE III**DES SUBSTANCES SOPORIFIQUES ET STUPÉFIANTES****Article 30**

Tombent sous l'application de la présente ordonnance:

1° la feuille de coca;

2° la cocaïne brute, la cocaïne, ses sels, ses éthers et leurs sels;

3° l'écgonine, ses sels, ses éthers et leurs sels;

4° l'opium brut, l'opium médical, la morphine, ses sels, ses éthers et leurs sels;

5° l'héroïne et sels;

6° la dihydromorphine et ses sels; la bihydromorphinone et ses sels (dilaudide);

7° l'hydrocodénone et ses sels (dicodide);

8° la dihydrooxycodénone et ses sels (eucodal);

9° l'acédicône;

10° le chanvre indien, sa résine, les préparations dont cette résine est la base, l'extrait et la teinture du chanvre indien;

11° les préparations officinales ou non officinales contenant plus de 0,2% de morphine, de ses sels ou de ses éthers, de dihydromorphine ou de ses sels, de bihydromorphinone ou de ses sels, d'hydrocodénone ou de ses sels, de dihydrooxycodénone ou de ses sels, d'acédicône ou de ses sels, contenant plus de 0,1% de cocaïne, de ses sels ou de ses éthers, d'écgonine, de ses sels ou de ses éthers, contenant de la diacétylmorphine, contenant du chanvre indien, de la résine de chanvre indien, de la teinture ou de l'extrait de chanvre indien;

(Ord. du 23 décembre 1948). — «12° le chlorhydrate de l'ester éthylique de l'acide méthyl-1- phénylpipéridine-4- carboxylique-4- (synonymes: chlorhydrate du p. beta méthoxyéthylaminobenzoate de beta pipéridinoéthyle ou chlorhydrate du p. beta méthoxyéthylaminobenzoylpipéridinoéthanol ou dolantine ou péthidine ou dolosal ou démolol ou pantalgine ou isonipécaïne);

13° le phénylaminopropane (synonymes: sulfate de beta phénylisopropylamine ou beta aminopropylbenzène ou alpha phényl beta aminopropane ou méthylphénéthylamine ou benzylméthylcarbinamyne ou sulfate d'amphétamine ou allodène ou noréphédrazine ou ortédrine ou karsodrine ou desoxynoréphédrine ou benzédrine ou isoamine);

14° le phénylméthylaminopropane (synonyme: pervitine);

15° l'amidon ou 6 diméthylamino 4. 4'-diphénylheptatone ou adanon ou méthadon ou dolophine ou physeptone ou 10820;

16° l'isoamidone ou 4.4'-diphényl-5- méthyl-6- diméthylaminohexanone-3-;

17° le métopon ou méthylhydromorphinone.»

Commerce extérieur**Article 31**

L'importation des stupéfiants est subordonnée à une autorisation préalable du Ministre (des Colonies) ou de son délégué ou du délégué du médecin en chef, le pharmacien en chef.

L'autorisation d'importer est délivrée sur une demande écrite, distincte pour chaque importation, énonçant la nature, la quantité et, éventuellement, le titre alcaloïdique des stupéfiants à importer,

le nom et l'adresse de l'importateur. Une copie de l'autorisation d'importer est à envoyer à l'exportateur.

L'importateur ne pourra prendre possession des stupéfiants que sur production de l'autorisation d'importer. La vérification par un agent compétent qui pourra prélever des échantillons, pourra toujours avoir lieu.

Article 32

Si l'importation concerne un envoi destiné à être déposé dans un entrepôt de douane, la sortie d'entrepôt, quelle que soit la destination, est subordonnée à une autorisation nouvelle.

Article 33

Les stupéfiants ne peuvent être déclarés à l'entrée de la *Colonie* que pour la consommation, l'entrepôt, et le transit direct.

Article 34

(*Ord. du 2 janvier 1958*). — «L'exportation des stupéfiants, des produits qui en contiennent, ainsi que des substances assimilées aux stupéfiants, est subordonnée à l'autorisation préalable du médecin en chef ou de son délégué, le pharmacien en chef.»

Cette autorisation est délivrée sur une demande écrite et distincte pour chaque exportation. La demande doit contenir toutes les données exigées à l'article 31 pour la demande d'autorisation d'importer et être accompagnée d'une autorisation d'importation délivrée par le gouvernement du pays de destination et attestant que l'importation est approuvée.

L'autorisation d'exporter mentionne le numéro et la date de l'autorisation d'importation, l'autorité qui l'a délivrée et le délai dans lequel doit se faire l'exportation. Il est délivré à l'exportateur une copie de l'autorisation d'exporter. Cette copie doit accompagner l'envoi et être présentée à la douane au moment de l'exportation.

Article 35

Les autorisations d'importation, d'exportation, d'entreposage non suivies d'effet doivent être retournées à l'autorité qui les a délivrées.

Article 36

Note. Abrogé par l'ord. du 29 mai 1947, art. 1^{er}.

Article 37

(*Ord. du 29 mai 1947, art. 2*). — «Les bureaux de douane, ouverts à l'importation, à l'exportation, à l'entreposage des stupéfiants sont ceux des postes de [Matadi, Léopoldville, Costermansville, Elisabethville, Stanleyville,] *Usumbura*.

L'autorisation indiquera le ou les bureaux de douane par lesquels l'importation pourra avoir lieu.»

Commerce intérieur

Article 38

Nul ne peut fabriquer, détenir, vendre ou offrir en vente, délivrer ou acquérir des stupéfiants à titre onéreux ou à titre gratuit, s'il n'en a obtenu l'autorisation préalable du médecin en chef de la *Colonie* ou de son délégué, le pharmacien en chef. Cette autorisation est personnelle et toujours révoquée.

Sont autorisés de plein droit, dans la mesure des besoins de leur officine ou de leur dépôt, les pharmaciens tenant officine ouverte au public, les médecins et les médecins vétérinaires autorisés à tenir un dépôt de médicaments.

Les agents sanitaires, infirmiers et infirmières [...] diplômés et les personnes s'occupant de l'assistance médicale indigène bénéficient de l'autorisation à détenir lesdites substances et préparations pour les soins à donner aux malades.

Cette détention ne pourra dépasser les quantités indiquées à l'article 50.

Les détenteurs de boîtes de secours prescrites ou à prescrire à certains organismes par des ordonnances relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont également autorisés à détenir les produits qui y sont officiellement inscrits et en quantité prévue.

La disposition du premier alinéa ne s'applique pas à l'acquisition, ni à la détention en vertu d'une prescription médicale.

Article 39

Tous ceux qui détiennent des stupéfiants pour la vente ou pour la délivrance doivent les conserver dans une armoire ou dans un local fermé à clé et réservé à la conservation des stupéfiants.

L'accès de ce local ou de cette armoire n'est possible que pour la surveillance et la délivrance des stupéfiants. Une clé mise sous enveloppe cachetée doit être tenue en permanence à la disposition des agents chargés de veiller à l'exécution de la présente ordonnance.

Les pharmaciens tenant officine ouverte au public, les médecins et les médecins vétérinaires autorisés à tenir dépôt de médicaments peuvent conserver les stupéfiants dans l'armoire aux poisons.

Article 40

Il est interdit de détenir, de délivrer, d'importer, d'exporter, de transporter ou de faire transporter des stupéfiants autrement que dans des récipients en verre ou en métal (exception faite pour l'opium brut et les feuilles de coca) portant lisiblement l'indication du nom desdites substances ou préparations tel qu'il figure à l'article 30 de la présente ordonnance.

Les récipients porteront, en outre, sur une étiquette rouge-orange, une tête de mort et la mention «Poison» [...] imprimés à l'encre noire. Cette inscription sera faite en caractères très apparents.

Nul ne peut transporter ou faire transporter des stupéfiants que si les récipients qui les renferment portent, d'une manière bien apparente et bien lisible, l'indication des noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire.

Article 41

Il est interdit de transporter des stupéfiants pour le compte d'une personne qui n'est pas autorisée en vertu de la présente ordonnance.

Article 42

Il est interdit de vendre, d'offrir en vente ou de délivrer des stupéfiants à d'autres personnes qu'à celles qui sont autorisées conformément à l'article 38.

De plus, il est interdit, à tout autre qu'au pharmacien tenant officine ouverte au public de vendre, d'offrir en vente ou de délivrer des stupéfiants à titre gratuit ou onéreux, aux médecins et aux médecins vétérinaires, tenant dépôt ou non.

Article 43

Toute délivrance de stupéfiants ne peut se faire que sur production d'un bon de commande daté et signé par l'acheteur autorisé.

Article 44

Lors de la mise en vigueur de la présente ordonnance, tous ceux qui détiennent des stupéfiants doivent consigner dans un registre spécial et dont les pages sont préalablement numérotées et paraphées par l'*administrateur territorial* de la localité, les quantités qu'ils possèdent de chaque stupéfiant.

Ils y inscriront, au jour le jour, sans blanc ni surcharge, sur page distincte par produit, les quantités entrées. La justification des sorties sera faite par la production des ordonnances médicales et des bons de sortie qui seront enliassés séparément et ordre chronologique.

Le registre spécial, ainsi que les factures, demandes écrites et autres pièces justificatives, doivent être tenus pendant dix ans à la disposition des autorités judiciaires et des agents chargés de veiller à l'application de la présente ordonnance.

Article 45

Les industriels et les pharmaciens qui emploient des stupéfiants pour en extraire des alcaloïdes ou pour les transformer en préparations pharmaceutiques, sont tenus d'indiquer ces opérations dans un registre spécial de fabrication.

Dans ce registre, seront inscrites: les quantités de matières premières introduites dans la préparation avec la date de la mise en œuvre, les quantités fabriquées de matières visées à l'article 30, leur teneur alcaloïdique et la date de leur sortie, les quantités em-

ployées à la fabrication de préparations qui ne sont pas visées par la présente ordonnance et leur teneur alcaloïdique, les pertes éventuelles au cours de fabrication.

Les préparations visées à l'article 30 de la présente ordonnance seront introduites dans des récipients portant une marque et un numéro permettant de les identifier à tout moment.

Article 46

Le pharmacien tenant officine ouverte au public ne peut délivrer des stupéfiants que sur prescription originale écrite, datée et signée d'un médecin ou d'un médecin vétérinaire. L'ordonnance mentionnera lisiblement les noms et adresse du signataire. Elle ne pourra être renouvelée que si le praticien y a mentionné, en toutes lettres, le nombre et le délai des renouvellements autorisés; le nombre des ampoules, cachets, comprimés, granulés, ovules, pilules, poudre, etc., y sera indiqué en toutes lettres. Le pharmacien inscrira chaque renouvellement, d'une manière apparente et à l'encre, sur la prescription et sur le livre d'ordonnances.

Sur demande écrite, datée et signée, le pharmacien est autorisé à délivrer des stupéfiants aux directeurs de laboratoires scientifiques autorisés par le médecin en chef.

Le pharmacien est autorisé à délivrer aux détenteurs de boîtes de secours tenues dans les écoles, chantiers, etc., sur demande écrite, datée et signée, mais sans prescription médicale, lesdites substances et préparations sous les formes et suivant les quantités admises.

La même faculté sera accordée, en ce qui concerne les fournitures des médicaments prévus dans l'équipement des personnes s'occupant [d'assistance médicale indigène bénévole] et sous les mêmes réserves que celles du paragraphe précédent.

Article 47

Le pharmacien est autorisé à délivrer exceptionnellement de son propre chef à titre de médicaments d'urgence: la teinture d'opium, le laudanum de Sydenham et la poudre de Dower. Toutefois, la quantité maximum qui sera délivrée dans ce cas ne peut être supérieure à 2,5 gr de l'un de ces produits. Le pharmacien établira un bon de sortie spécifiant le nom de l'acheteur, y notera la mention «délivré en cas d'urgence», et transcrira cette sortie au livre d'ordonnances.

Article 48

Aucune des substances ou des préparations contenant une dose si minime qu'elle soit des substances visées à l'article 30 ne peut être délivrée sans une prescription médicale spéciale pour chaque cas, ni offerte, ni exposée en vente lorsque cette substance ou cette préparation est destinée à des enfants âgés de moins de 3 ans.

Article 49

Ceux qui se seront procuré ou auront tenté de se procurer des stupéfiants au moyen d'une fausse ordonnance, d'une fausse demande, d'une fausse signature ou par quelque moyen frauduleux, seront passibles des peines prévues à l'article 64 de la présente ordonnance.

Article 50

Les médecins et les médecins vétérinaires autorisés à tenir dépôt de médicaments, les dentistes et les personnes autorisées à s'occuper de l'[assistance médicale indigène bénévole] ne peuvent se procurer en Afrique les substances énumérées à l'article 30 que chez un pharmacien de l'Etat ou tenant officine ouverte au public. La demande doit être datée et signée.

Tout médecin, médecin vétérinaire, dentiste, ou personne s'occupant de l'assistance médicale indigène bénévole doit faire connaître par écrit au délégué du médecin en chef, le pharmacien en chef, le nom et l'adresse du pharmacien chez qui il se procure les substances susvisées. S'il change de fournisseur, il doit en avvertir le pharmacien en chef dans les huit jours.

Tout médecin ou médecin vétérinaire ou dentiste qui acquiert par an plus de 30 grammes de morphine totalisée (morphine, sels de morphine, opium et ses préparations) ou bien 30 grammes de dihydromorphine, de bihydromorphinone, d'hydrocodénone, de dihydrooxycodénone, d'acélicone, ou bien 10 grammes de cocaïne et de ses sels, ou bien 5 grammes de diacetylmorphine ou de ses sels, ou qui se fournit de stupéfiants chez plusieurs pharmaciens,

devra, sur simple sommation par lettre recommandée du délégué du médecin en chef, le pharmacien en chef, tenir le registre des stupéfiants tel qu'il est prévu pour les pharmaciens, à l'article 44.

Les personnes autres que les médecins qui s'occupent de l'[assistance médicale indigène bénévole] ne pourront, au cours d'une année, changer de fournisseur sans autorisation spéciale du médecin en chef ou de son délégué, le pharmacien en chef. Elles ne pourront acquérir au cours d'une année que le quart des quantités prévues plus haut. En cas de dépassement de ces quantités, elles devront également tenir la comptabilité prescrite dans les conditions prévues au paragraphe précédent de cet article.

Article 51

Tout médecin ou médecin vétérinaire qui aura acquis ou prescrit des doses exagérées de ces substances devra pouvoir justifier de leur emploi devant une commission de deux médecins désignés par le médecin en chef.

Tout praticien qui aura, sans nécessité, prescrit, administré ou procuré des stupéfiants de manière à créer, à entretenir ou à aggraver une toxicomanie, sera passible des peines prévues par la présente ordonnance sans préjudice de l'application des peines prévues par les articles 6 bis et suivants du code pénal.

Article 52

Il est interdit à quiconque de prescrire ou de délivrer en nature, de la morphine, de la cocaïne, de l'héroïne ou leurs sels.

Article 53

Le pharmacien en chef, [les pharmaciens provinciaux] et tout pharmacien commissionné par le gouverneur de province, pourront pénétrer dans les officines, magasins, boutiques et lieux quelconques affectés à la vente ou la délivrance des stupéfiants pendant tout le temps qu'ils sont ouverts au public.

Ils pourront aussi pénétrer pendant les mêmes heures dans les dépôts annexés à ces officines, magasins et boutiques, même lorsque ces dépôts ne sont pas ouverts au public. Ils auront le droit de se présenter à toute heure dans les locaux où il est fait usage de substances soporifiques ou stupéfiantes en société.

Sont également soumis à leur visite, à toute heure, les locaux qui servent à la fabrication et à la préparation des stupéfiants. Ils exigeront la production de l'autorisation, prescrite par l'article 38 de la présente ordonnance. Si cette autorisation n'est pas produite, les stupéfiants seront saisis. Si l'autorisation est régulière, les fonctionnaires qui procèdent à la visite s'assureront que les registres prescrits sont régulièrement tenus et que leurs indications concordent avec les quantités existantes.

Ils prélèveront aux fins d'examen des échantillons des produits qui leur paraîtront suspects.

Article 54

La culture du coca et du pavot à opium est interdite sur tout le territoire du Congo belge.

CHAPITRE IV

DES SUBSTANCES DÉSINFECTANTES OU ANTISEPTIQUES

Article 55

Sont soumis aux dispositions du présent chapitre tous les produits qui, n'étant pas inscrits dans la pharmacopée, sont mis en vente comme désinfectants ou antiseptiques, c'est-à-dire les produits qui sont préconisés pour détruire les germes pathogènes de l'homme, des animaux ou des végétaux ou pour en prévenir le développement.

Article 56

Les désinfectants et antiseptiques seront mis en vente dans des récipients munis d'une étiquette mentionnant:

- le nom et l'adresse de la firme qui exploite ou vend le produit;
- la composition qualitative du produit sous la dénomination usuelle à l'exclusion de toute formule chimique;

c) le mode d'emploi pour les différentes destinations du produit;

d) la valeur bactéricide du produit; notamment la concentration, la température et le temps nécessaires dans la pratique courante pour tuer les germes pathogènes.

Article 57

La vente au détail des désinfectants et des antiseptiques est réservée aux personnes autorisées à délivrer des médicaments au public.

CHAPITRE V

PRODUITS BIOLOGIQUES, SÉRUMS ET VACCINS

Article 58

La fabrication de produits biologiques, sérums et vaccins n'est permise au Congo belge que dans les établissements du gouvernement et dans ceux soumis à son contrôle.

Article 59

La détention, l'offre en vente, l'importation, l'acquisition à titre onéreux ou gratuit des sérums naturels d'origine microbienne quelconque, à base de virus atténués, de toxines, antitoxines ainsi que les substances injectables d'origine organique non définies chimiquement ne sont autorisées que par les pharmaciens et médecins.

Aucune cession de ces produits ne pourra se faire après la date d'emploi-limite qui devra être indiquée sur chaque ampoule.

Article 60

Le médecin en chef pourra prescrire tel contrôle qu'il jugera utile pour s'assurer de l'activité et des bonnes conditions de préparation de tout produit présenté à l'importation.

Les produits soumis au contrôle ne pourront être mis dans le commerce qu'après avis favorable de la commission médicale qui en sera chargée.

Si la commission de contrôle émet un avis défavorable, les produits incriminés pourront être détruits.

Article 61

Les solutés artificiels à base de sel minéral ou organique chimiquement définis ne peuvent être vendus sous le nom de sérum.

CHAPITRE VI

PERSONNES CHARGÉES DE LA SURVEILLANCE ET DE L'INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS OÙ SE TROUVENT, OÙ SE FABRIQUENT LES PRODUITS VISÉS AUX DIFFÉRENTS ARTICLES DE LA PRÉSENTE ORDONNANCE

Article 62

Le médecin en chef, le pharmacien en chef, [les pharmaciens provinciaux,] le chef du service médical de la localité la plus proche du lieu où est installé un des établissements prévus ci-dessus sont chargés du contrôle desdits établissements.

Ces praticiens sont, indépendamment de tous officiers de police judiciaire, chargés de surveiller l'exécution des mesures prises par la présente ordonnance.

Ils pourront visiter les officines, magasins boutiques et lieux quelconques affectés à la vente et à la délivrance des substances tombant sous l'application des articles de cette ordonnance aux heures pendant lesquelles ces locaux sont ouverts au public.

Ils pourront aussi pénétrer pendant les mêmes heures dans les dépôts annexés à ces officines, magasins ou boutiques, même lorsque ces dépôts ne sont pas ouverts au public.

Ils constateront les infractions aux diverses dispositions sur la matière par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire;

Une copie du procès-verbal sera transmise aux contrevenants dans les vingt-quatre heures au plus tard de la constatation de l'infraction.

Ils pourront faire des prélèvements aux fins d'analyse. La valeur de ces prélèvements sera remboursée à la demande de la personne chez qui ils auront été faits dès que les produits saisis auront été reconnus conformes aux conditions normales de vente.

Devront être soumis aux fonctionnaires ci-dessus désignés toutes pièces comptables, toutes prescriptions et tous livres nécessaires à l'exercice de leur mission.

En ce qui concerne la conservation et le débit des substances toxiques ou vénéneuses par des commerçants non diplômés, cette surveillance sera exercée en outre par les inspecteurs des denrées alimentaires.

Article 63

Quiconque s'opposera à cette inspection sera puni conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

CHAPITRE VII

PÉNALITÉS

Article 64

Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une servitude pénale de trois mois à deux ans et d'une amende de 200 à 10.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Article 65

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} du mois de juillet 1933.

Seront considérées comme abrogées à la même date les ordonnances suivantes:

1° l'ordonnance du 5 juin 1925, relative à l'exercice de la pharmacie, au trafic des substances toxiques, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques, des sérums, vaccins et produits biologiques et à la culture des plantes à usage pharmaceutique;

2° les ordonnances du 12 juin 1930 et du 22 août 1931 modifiant les articles 2, 3, 9, 11, 13, 14 et 46 de celle du 5 juin 1925.

Article 66

Le médecin en chef, etc.

19 mars 1952. – DÉCRET — Exercice de l'art de guérir.

(B.O., p. 882)

Rendu exécutoire au Burundi par O.R.U. n° 71/97 du 29 juillet 1952 (B.O.R.U., p. 399).

Modif. par:

D. du 2 juin 1954 (B.O., p. 1325), rendu exécutoire au Burundi par O.R.U. n° 71/172 du 28 septembre 1954 (B.O.R.U., p. 627).

TITRE PREMIER DES MÉDECINS

Article 1

Nul ne peut exercer la profession de médecin s'il ne possède:

1° le diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements lui permettant de pratiquer son art en Belgique;

2° le diplôme spécial de médecine tropicale délivré par une université belge ou par une école belge de médecine tropicale agréée par le Ministre [des colonies] et conformément au programme établi par un arrêté royal;

3° un certificat d'un stage dont les modalités et la durée seront déterminées par un arrêté royal.